

Manu, plus dure sera la chute...

lundi 15 mars 2021, par [Jacques COTTA](#)

Je comptais consacrer cet édito à la question qui a défrayé la chronique cette semaine à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble où deux enseignants, accusés par une association étudiante d'être « **islamophobes** », ont été désignés à la vindicte populaire. On trouvera en cliquant ici, [« à propos de l'islamophobie »](#), quelques leçons utiles à tirer, notamment sur les parallèles frappants entre ce qu'il est convenu d'appeler « **l'islamo gauchisme** » et son pendant naturel, « **l'islamo droitisme** ». Je ne m'étendrai pas plus car sous le coup des événements, me voilà contraint de changer mon fusil d'épaule.

Emmanuel Macron, dans la foulée d'une douzaine de pays dont le Danemark, l'Autriche, l'Irlande, l'Islande, vient de suspendre l'utilisation en France du vaccin AstraZeneca. Plus que la suspension elle-même, motivée par un souci de précaution, c'est l'enchaînement des faits qui mérite attention.

Dans un premier temps les envoyés présidentiels, politiques et médicaux, ont critiqué durement sur les plateaux de télévision, dans la presse en général et dans leurs conférences de presse, le retrait de ce vaccin dans les pays voisins. L'argument n'était, soit dit en passant, pas dénué d'intérêt. En substance, le nombre de cas frappés par des effets secondaires pouvait être considéré comme assez minime vu le nombre de vaccinés. Dans le rapport inconvénients-bénéfices, la balance penchait du bon côté.

Alors ?

De la décision présidentielle, quelques conclusions s'imposent.

- D'abord l'absence de cohérence. Du jour au lendemain, comme à leur habitude, le Président de la République, les membres du gouvernement et leurs affidés, disent une chose et son exact contraire. Comment donc dans ces conditions prendre au sérieux cette parole sur quelque question que ce soit, alors qu'elle ne fait que renforcer méfiance et défiance ?
- Ensuite l'éclairage apporté sur les motivations des politiques, et des premiers d'entre eux, dans l'action qu'ils engagent une fois au pouvoir. L'exécutif craint par dessus tout le jour où des comptes seront demandés, si ce jour arrive avec la fin de cette grande panique organisée au nom du Covid. Comptes politiques bien sûr, mais comptes judiciaires aussi. Ils veulent « se couvrir » au cas où...
- Enfin, dans le contexte de casse sociale généralisée où toute question semble placée sous cloche au nom de la pandémie, ce retrait vaccinal interviendra sans aucun doute dans la nouvelle stratégie que les conseillers élyséens sont déjà en train de mettre en place. Entre couvre feu, reconfinement, atteinte aux libertés redoublée, passeport vaccinal, ou autres réjouissances du même acabit, le souci renforcé de l'exécutif demeure la muselière imposée au français, au sens propre comme au sens figuré.

Ce qui marque alors est **la passivité apparente** dont semblent faire preuve nos concitoyens -et nous avec eux- dans cette situation où se jouent tout simplement plus que nos modes de vies. Mais cela n'est qu'apparence et le pouvoir qui le sait hésite dans chacune de ses nouvelles exactions à l'encontre du peuple. Il sait que les forces qui semblent éteintes sont intactes et n'attendent que le déclic, l'étincelle qui mettra le feu à la plaine. **L'occupation des théâtres** par exemple vient lui rappeler la réalité, qui même de façon déformée, évoque le combat inévitables entre classes sociales aux intérêts opposés. [Hugo s'adresse à Macron](#) et n'est pas seul !

Les occasions ne vont pas manquer. Le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron va apparaître pour ce qu'il est : un sursis accordé avant exécution, et en rien l'annulation d'une mort programmée. Les aides allouées ne sont en grande partie que des prêts. En France comme à la tête du FMI ou de l'Union Européenne, de **Bruno Le Maire** à **Christine Lagarde** en passant par **Ursula Von der Leyen**, ils sont

quelques-uns à nous le rappeler. "Il faudra bien passer à la caisse au nom d'un déficit creusé" nous disent-ils en chœur. En ligne de mire se trouvent les retraites, l'assurance chômage, la santé, et autres "dépenses sociales". Nul ne sera épargné. Déjà les restaurateurs et cafetiers savent que dans leur majorité les sommes qui leur ont été prêtées devront être restituées dans un délai de quatre années, un objectif pour plus de 40% d'entre eux totalement impossible à atteindre.

Si l'heure des comptes judiciaires est en suspens, le carillon qui annoncera le moment venu de solder les comptes politiques et sociaux tintera inévitablement. **C'est cela qui se prépare et que symboliquement acteurs, intermittents, et gens du spectacle ont engagé.**

Jacques Cotta
Le 15 mars 2021